

## DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du	22 juin 2018
-----------------------------	--------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	64
N° identifiant	2018-0220

Titre	20 - Immobilisations incorporelles - Opération 1706 - 2017 - PLU et ETUDES - Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Sauvant
-------	---

Rapporteur(s)	M. Bernard CORNU
Date de la convocation	01/06/2018



Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

Membres en exercice	91	
Quorum		

PJ.	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Page de garde du dossier et sommaire</li> <li>1.1. Rapport de présentation volume I Diagnostic, justifications et impacts du projet</li> <li>1.2. Rapport de présentation volume II Evaluation environnementale</li> <li>2. PADD</li> <li>3. OAP</li> <li>4. Page de garde zonage</li> <li>4.1. Zonage - Nord</li> <li>4.2. Zonage - Ouest</li> <li>4.3. Zonage - Est</li> <li>4.4. Zonage - Sud</li> <li>4.5. Zonage - Bourg</li> <li>4.6. Liste du bâti protégé</li> <li>4.7. Liste des emplacements réservés</li> <li>5. Règlement</li> <li>6. Annexe - Page de garde et sommaire</li> <li>6.1. Page de garde annexe servitudes</li> <li>6.1.1. Plan SUP</li> <li>6.1.2. Notice servitude AC1 protection des monuments historique</li> <li>6.1.3. Notice servitude AS1 protection des eaux potables et minérales</li> <li>6.1.4. Notice servitude EL7 alignement des voies publiques</li> <li>6.1.5. Notice servitude I4 transport d'énergie électrique</li> <li>6.1.6. Notice servitude I6 exploitation des mines et carrières</li> <li>6.1.7. Notice servitude PT2 centres radio-électriques</li> <li>6.1.8. Notice servitude PT3 réseaux de télécommunications</li> <li>6.2. Page de garde annexe DPU</li> <li>6.2.1. Règlementation DPU</li> <li>6.2.2. Périmètre DPU</li> <li>6.2.3. Délibération DPU</li> <li>6.3. Page de garde annexe taxe d'aménagement</li> <li>6.3.1. Règlementation taxe d'aménagement</li> <li>6.3.2. Délibération taxe d'aménagement</li> <li>6.4. Page de garde annexe carrière</li> <li>6.4.1. Périmètres d'exploitation</li> <li>6.4.2. Arrêté préfectoral</li> <li>6.5. Page de garde annexe plomb</li> <li>6.5.1. Arrêté préfectoral</li> <li>6.6. Page de garde annexe bois et forêts</li> <li>6.6.1. Règlementation bois et forêts</li> <li>6.6.2. Plan parcelles forestières</li> <li>6.7. Page garde annexe sanitaire</li> <li>6.7.1. Plan du réseau AEP</li> <li>6.7.2. Arrêté de captage - La Poisnière</li> <li>6.7.3. Arrêté de captage - La Roche Ruffin</li> <li>6.7.4. Plan du réseau de défense incendie</li> <li>6.7.5. Schéma directeur d'assainissement</li> <li>6.7.6. Plan du réseau d'assainissement</li> <li>6.7.7. Arrêté préfectoral</li> <li>6.7.8. Arrêté ministériel</li> <li>6.7.9. Arrêté ministériel</li> <li>6.8. Page de garde annexe information sur les sols</li> <li>6.8.1. Notice BASIAS</li> </ul>
-----	--

## Présents

60

M. Alain CLAEYS - **Président**

M. Guy ANDRAULT - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGERES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GERARD - M. René GIBAUT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Alain TANGUY **Membres du bureau**  
M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - M. François BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLE - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCCAS - M. Christophe CHAPPET - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Gérard DELIS - M. Dominique ELOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Diane GUERINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - M. Edouard ROBLOT - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - M. Alain VERDIN **les conseillers communautaires**  
M. Jacky GREFFIER - M. Vincent THOMASSIN - M. Jean-Louis GIRAUDEAU - M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD - M. Jean BRILLAUD - Mme Christine POLO **les conseillers communautaires suppléants**

## Absents

18

M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Philippe BROTTIER - M. Dominique CLEMENT - M. Jérôme NEVEUX - M. Gérard SOL - M. Aurélien TRICOT **Membres du bureau**  
M. Joël BIZARD - M. Olivier BROSSARD - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUD - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINEE **les conseillers communautaires**

Mandats	13	Mandants	Mandataires
		M. Patrick CORONAS	Mme Coralie BREUILLE
		Mme Jacqueline GAUBERT	M. Daniel HOFNUNG
		M. Olivier KIRCH	M. Daniel AMILIEN
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		M. Gilles MORISSEAU	M. Abderrazak HALLOUMI
		Mme Patricia PERSICO	M. Christian PETIT
		M. Gérard HERBERT	Mme Nelly GARDA-FLIP
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	M. Bernard CORNU
		Mme Marie-Dolorès PROST	M. Gérald BLANCHARD
		M. Sylvain POTHIER-LEROUX	Mme Jacqueline DAIGRE
		M. Jean-Daniel BLUSSEAU	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		M. Patrick BOUFFARD	M. Fredy POIRIER
		Mme Laurence VALLOIS-ROUET	Mme Francette MORCEAU

Observations	L'ordre de passage est : la 119, de la 1 à 24, de la 26 à 31, la 51, la 55, la 54, la 52, de la 56 à 57, de la 76 à 82, de la 84 à 88, de la 90 à 93, de la 32 à 50, de la 58 à 75, de la 94 à 102, de la 104 à 118.
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale
------------------	--

Ce sujet fait l'objet de plusieurs engagements de l'Agenda 21 : «lutter contre le changement climatique», «préserver les ressources», «développer les solidarités» et «consommer autrement». En effet, le Plan Local d'Urbanisme (PLU), document ayant fait l'objet d'une large concertation, s'inscrit dans une démarche qui maîtrise l'étalement urbain, tend vers une plus grande qualité des projets de construction et de rénovation, protège les espaces naturels, agricoles et forestiers et développe la mixité urbaine.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.103-2 et suivants, L.153-9, L.153-11 et suivants et R.153-1 à R.153-10 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-D2/B1-010 du 29 juin 2017, portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en Communauté urbaine, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2017 ;

VU le PLU approuver par la commune le 7 décembre 2006 ;

VU la délibération du 16 février 2015 de la commune de Saint-Sauvant prescrivant la procédure de révision du PLU, précisant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation ;

VU la délibération du 9 février 2017 de la commune de Saint-Sauvant sollicitant la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération ;

VU la délibération du 31 mars 2017 du Conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU initiée par la commune ;

VU la délibération du 30 juin 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération relative au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définies dans le cadre de la procédure de révision du PLU de la commune ;

La commune de Saint-Sauvant dispose d'un PLU approuver le 7 décembre 2006. Par délibération du 16 février 2015, le Conseil municipal de Saint-Sauvant a décidé de prescrire la révision du PLU de la commune. Cette délibération précise également les modalités de la concertation, qui sont développées ci-dessous.

## 1. Bilan de la concertation

La délibération du Conseil municipal de Saint-Sauvant précise les modalités de la concertation retenues de la manière suivante :

- Affichage de la délibération de lancement de la procédure pendant toute la durée des études
- Publication d'articles dans le bulletin municipal
- Publication d'articles dans la presse locale
- Mise à disposition du dossier de PLU en Mairie.

Indépendamment des modalités de la concertation fixées par la délibération de lancement de la procédure de révision et en sus de celles-ci, une concertation renforcée a été conduite sur deux thèmes importants pour la commune : le développement et la pérennité des activités agricoles, d'une part, et la préservation de l'environnement, d'autre part. Deux groupes de travail associant élus et représentants de la société civile ont été constitués pour ce faire.

S'agissant du développement et de la pérennité des activités agricoles, une réunion spécifique s'est tenue le 12 novembre 2015. Elle a réuni environ vingt personnes autour d'un exposé sur les enjeux de l'agriculture au regard de l'urbanisme et de la révision du PLU. Cette réunion a également permis d'engager une enquête sur les structures agricoles de la commune, à travers un questionnaire remis aux participants. La commune a communiqué ce même questionnaire aux exploitants n'ayant pu être présents lors de la réunion, afin que chacun puisse exposer sa situation et ses projets et que ceux-ci soient pris en compte par le diagnostic territorial et environnemental. Le travail a permis de préciser les enjeux et de réaliser des choix lors de la création du règlement graphique dans un contexte général de développement durable.

S'agissant de la préservation de l'environnement, une réunion spécifique s'est tenue le 17 décembre 2015. Elle a réuni environ dix personnes sous forme d'un groupe de travail afin d'amender, de façon très concrète, le projet de Trame verte et bleue de la commune. Sur la base d'une première analyse réalisée par le bureau d'études à travers une photo-interprétation et des visites de terrain, les membres du groupe de travail ont défini des secteurs d'investigation afin de confirmer ou d'infirmer, par des visites de terrain, l'existence des haies, bosquets, arbres remarquables ou isolés et mares. Cette démarche a permis une approche concrète de l'espace communal entre élus, agriculteurs et citoyens concernés par le projet de révision du PLU, et de trouver un équilibre.

Ces éléments ont permis de construire le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Celui-ci définit les axes suivants pour l'action de la commune à un horizon de 10 ans :

1. Protéger les éléments supports de la biodiversité
2. Protéger la ressource en eau
3. Préserver le cadre de vie
4. Rechercher la sobriété énergétique
5. Maintenir la vitalité démographique
6. Développer une politique de l'habitat qui réponde aux besoins
7. Pérenniser les outils de production : agriculture et activités d'extraction
8. Pérenniser le potentiel économique local

C'est sur la base de ces orientations que le PLU a été élaboré et que les autres pièces du dossier ont été constituées (orientations d'aménagement et de programmation, règlement, règlement graphique).

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a également été conçu en concertation avec les Services de l'État. Une réunion de travail sur le PADD et les autres outils réglementaires a été organisée le 11 octobre 2016.

Ces mêmes pièces ont été présentées aux Personnes Publiques Associées lors d'une réunion, le 21 avril 2017.

Le PADD du PLU a été approuvé par le Conseil Communautaire de la Communauté urbaine du « Grand Poitiers » par délibération du 30 juin 2017.

## **2. Arrêt du Projet de Plan Local d'Urbanisme**

La commune de Saint-Sauvant est une commune rurale, située au sud-ouest du département de la Vienne, en limite avec le département des Deux-Sèvres. Elle s'étend sur 5 958 hectares et compte 1 301 habitants (au recensement INSEE de 2014).



La commune comporte de nombreuses surfaces boisées. Les unités les plus denses sont localisées en limites est de la commune (Forêt de Saint-Sauvant). De nombreuses unités de taille plus modeste sont réparties sur le territoire communal, notamment en partie sud. La commune est par ailleurs maillée de nombreux villages et hameaux.

Elle est bordée à l'est par un grand ensemble forestier situé en ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique) de type 2, la Forêt domaniale de Saint-Sauvant et, au sud, par la partie septentrionale de la Plaine de La Mothe-Saint-Héray Lezay, elle aussi en ZNIEFF de type 2 et dépendant, par ailleurs, de la réglementation européenne Natura 2000. Elle est, en revanche, dépourvue de cours d'eau permanent.

Sur l'ensemble du territoire communal, les exploitations et les terres agricoles sont concernées par un zonage « A », divisé en quatre secteurs :

- A : agricole
- Ah : agricole à vocation d'habitat
- Al : agricole à vocation de loisirs
- Ap : agricole protégé.

Ce zonage permet l'implantation de nouvelles constructions, mais de façon limitée dans des espaces déjà investis pour l'agriculture ; cela permet de ne pas engendrer de nouveaux impacts sur les espaces naturels.

Le tissu bâti du bourg est assez dense, groupé autour de la Mairie et de l'Église. En périphérie, le développement urbain a tendance, comme souvent, à se développer le long des axes de circulation.

La répartition, tout autour du Bourg, des divers points d'activités permet de réduire les risques de gêne et d'animer le tissu bâti. Cette démarche doit être conduite avec mesure, à l'échelle de Saint-Sauvant, et de façon économe en matière de consommation d'espace et de coût d'équipement. L'histoire du lieu doit aussi être prise en compte.

En dehors du bourg de Saint-Sauvant, seul le village de « La Litière » est concerné par un classement en zone urbaine (secteur U).

L'ouverture à l'urbanisation à des fins économiques est globalement limitée (1,1 hectare) et couverte par une orientation d'aménagement et de programmation, son respect impliquera que l'impact éventuel sur l'environnement sera neutralisé (traitement paysager, maintien d'écrans verts entre les constructions et les paysages alentours).

Le projet porté par la révision PLU de Saint-Sauvant n'ouvre pas d'espace conséquent à l'urbanisation et n'aura donc pas d'effet notable sur l'environnement car la démarche itérative de connaissance et de prise en compte de l'environnement suivie tout au long de son élaboration a permis d'irriguer la réflexion autour du projet de territoire.

Il convient aujourd'hui d'arrêter le projet de révision du PLU de la commune de Saint-Sauvant afin de le soumettre pour avis aux Personnes Publiques Associées, puis par la suite, à l'enquête publique avant son approbation.

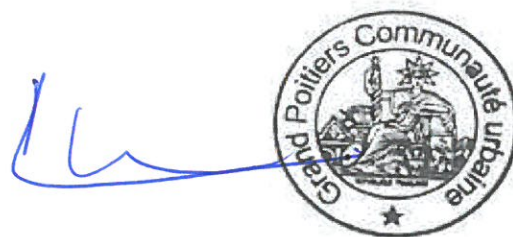
En conséquence, il vous est proposé :

- de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Sauvant tel qu'il est annexé à la présente délibération
- d'afficher la présente délibération, conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, pendant un mois au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et en mairie de Saint-Sauvant
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Les dépenses correspondantes seront inscrites à l'imputation 1706/810/202/3400 du budget Principal de Grand Poitiers Communauté urbaine.

POUR	73	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



Bernard CORNU

RESULTAT DU VOTE	Adopte
------------------	--------

Affichée le	2 juillet 2018
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme